

 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p><b>Direction :</b> des politiques économique et internationale (DPEI)  <b>Sous-direction :</b> des Cultures et des Produits Végétaux  <b>Bureau :</b> des fruits et légumes, de l'horticulture et des productions végétales spéciales  <b>Adresse :</b> 3, rue Barbet de Jouy 75007 PARIS  <b>Suivi par :</b> Philippe Méryllon  <b>Tél :</b> 01 49 55 45 60  <b>Fax :</b> 01 49 55 45 46  <b>Réf. interne :</b> mesure d'indemnisation en faveur des producteurs ( virus Ralstonia)  <b>Réf. Classement :</b> DPEI/SDPV/C2001</p>	<p><b>Direction :</b> générale de l'alimentation (DGAL)  <b>Sous-direction :</b> de la qualité et de la protection des végétaux  <b>Bureau :</b> des produits antiparasitaires et des matières fertilisantes  <b>Adresse :</b> 251, rue de Vaugirard 75732 PARIS cédex 15  <b>Suivi par :</b> Yves Schenfeigel  <b>Tél :</b> 01 49 55 81 39  <b>Fax :</b> 01 49 55 59 49  <b>Réf. interne :</b>  <b>Réf. Classement :</b> DGAL/SDPV</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**CIRCULAIRE**  
**DPEI/SDCPV/C2001-4049**  
**DGAL/SFQPV/C2001-8015**

**Date : 06 SEPTEMBRE 2001**

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

à

Date limite de réponse :

Mesdames et Messieurs les Préfets

■ Nombre d'annexes : 2

**Objet :** Mise en œuvre d'une mesure d'indemnisation des producteurs de plants de pomme de terre victimes de la « pourriture brune » (virus « Ralstonia »)

**Avertissement :** Pour tous renseignements concernant la mise en œuvre de la présente circulaire, vous pouvez prendre contact avec :

**ONIFLHOR – Division des Interventions Nationales**  
**164, rue de Javel – 75349 PARIS CEDEX 15**  
**Tél. 01 44 25 36 12 – Fax 01 45 54 31 69**

**Résumé :**

Une attaque de pourriture brune sur pomme de terre (*ralstonia solanacearum*), a été découverte en Champagne en août 2000, S'agissant d'un parasite de quarantaine, une enquête conduite par les services de la Protection des Végétaux a permis de retracer l'extension de la contamination et d'identifier les lots et parcelles concernées, conduisant à la destruction des lots contaminés (pommes de terre et plants de pommes de terre) et à la désinfection des exploitations.

Afin d'indemniser partiellement les exploitations les plus touchées, en particulier des structures les plus spécialisées dans la production de plants de pomme de terre ou de pommes de terre, le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche a décidé la mise en place d'une mesure de soutien exceptionnel financée par l'ONIFLHOR, objet de la présente circulaire.

**Mots-clés :** POMME DE TERRE POURRITURE BRUNE (RALSTONIA)

**Plan de Diffusion**

**Pour exécution :**

M. le DPEI  
MM. les Préfets de région  
MM. les Préfets de départements  
MM. les DRAF  
Mmes et MM. les DDAF  
M. le Directeur de l'ONIFLHOR

**Pour information :**

DGA – DGAL – DAF  
Le président du COPERCI  
Le Contrôleur d ' Etat  
Fédération Nationale des Producteurs de Pommes de terre de Conservation  
Fédération Nationale des Producteurs de Pommes de terre d'Industrie  
Fédération des Producteurs de Plants de Pommes de terre  
Fédération Française de la Coopération Fruitière, Légumière et Horticole  
Centre National Interprofessionnel de la Pomme de Terre  
Groupement Interprofessionnel de la Pomme de Terre Transformée  
Assemblée permanente des chambres d'agriculture  
La Fédération nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles  
Le Centre national des jeunes agriculteurs  
La Confédération  
MEFI – Directeur du Budget – 7A

## **SOMMAIRE**

- I - BENEFICIAIRES DE L'AIDE
- II - MODALITE DE CALCUL DES AIDES
- III - ENGAGEMENT DU PRODUCTEUR
- IV - CONSTITUTION DES DOSSIERS ET CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'AIDE
- V - CONTROLES
- ANNEXE 1
- ANNEXE 2

Un foyer de pourriture brune de pomme de terre (*Ralstonia solanacearum*) a été découvert en Champagne au cours du mois d'août 2000 sur des pommes de terre.

S'agissant d'un parasite de quarantaine, les services de la Protection des Végétaux ont conduit une enquête qui a permis de retracer l'extension de la contamination et d'identifier les lots et parcelles concernées.

Il a été procédé à la destruction des lots contaminés (pommes de terre et plants de pommes de terre) et à la désinfection des exploitations. Par ailleurs, les producteurs devront se soumettre aux restrictions de culture sur les parcelles concernées.

Cette contamination a gravement affecté l'équilibre économique de certaines exploitations touchées et en particulier des structures les plus spécialisées dans la production de plants de pomme de terre ou de pommes de terre.

Certaines de ces exploitations ne pourront pas relancer leur activité et maintenir l'emploi sans intervention publique.

Face à cette situation, le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche a décidé la mise en place d'une mesure de soutien exceptionnel financée par l'ONIFLHOR sous réserve de :

la mise en place d'une participation professionnelle dans l'effort de solidarité vis à vis des producteurs touchés, décidée par les interprofessions concernées;

la conduite d'une réflexion sur la création pour l'avenir d'un fonds de garantie professionnelle des risques sanitaires pour tous les secteurs de la pomme de terre (frais, transformation, fécule et plant), lancée en juillet 2001 par les fédérations professionnelles et interprofessionnelles compétentes.

## **I – BENEFICIAIRES DE L'AIDE**

Seuls les exploitants à titre principal pourront bénéficier de cette mesure. En cas de personnes morales, civiles ou commerciales plus de 50 % de leur capital social devra être détenu par les exploitants agricoles à titre principal.

## **II – MODALITE DE CALCUL DES AIDES**

### **2.1 Aide aux exploitations touchées par le parasite**

Pour les exploitations touchées par le parasite, l'intervention de l'ONIFLHOR, visant à permettre le redémarrage de la structure, sera calculée forfaitairement sur la base suivante :

pour les producteurs de pommes de terre :

en cas d'utilisation de plants certifiés, l'aide sera égale à 120 F par tonne détruite sous contrôle des services de la protection des végétaux ;

en cas d'utilisation de plants fermiers l'aide sera de 80 F par tonne détruite sous contrôle des services de la protection des végétaux .

Cette aide de l'ONIFLHOR sera abondée par un soutien de même niveau des interprofessions (CNIPT ou GIPT selon qu'il s'agit de pommes de terre destinées au marché du frais ou à l'industrie).

pour les producteurs de plants l'aide sera :

de 330 F par tonne interdite à la vente en plant,  
de 400 F par tonne détruite sous contrôle des services de la protection des végétaux.

## **2.2 Procédure complémentaire destinée aux exploitations dont l'équilibre est compromis**

Dans le cas des **exploitations spécialisées** en pommes de terre ou en plants de pommes de terre **dont la pérennité est compromise** par les conséquences de la contamination par parasite *Ralstonia Solanacearum*, vous pourrez proposer au Directeur de l'ONIFLHOR de procéder à un examen complémentaire de la situation sur la base d'un audit qui devra être déposé avant le 31 octobre 2001.

L'audit auquel devront se soumettre les exploitations vise à évaluer l'impact du sinistre sur la pérennité de l'entreprise. Il comportera un volet technique et un volet financier. Il exposera de manière détaillée :

les conséquences techniques et financières justifiées de la contamination sur l'activité,  
l'ensemble des indemnités et aides perçues ou à percevoir sur le préjudice,  
les projets de redémarrage de l'activité.

La note jointe en annexe 1 à la présente circulaire détaille le plan que pourra suivre l'audit.

En fonction des crédits disponibles, le Directeur de l'ONIFLHOR pourra accorder une aide exceptionnelle si elle est indispensable pour assurer la poursuite de l'exploitation.

## **III ENGAGEMENT DU PRODUCTEUR**

Les producteurs bénéficiant d'une aide de l'ONIFLHOR au titre de la présente circulaire s'engagent à respecter les restrictions de culture sur les parcelles concernées pendant la durée prévue par les services de la Protection des Végétaux.

## **IV CONSTITUTION DES DOSSIERS ET CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'AIDE**

Le paiement de l'aide de base interviendra sur présentation des pièces justificatives suivantes :

la demande d'aide, reprenant les éléments de liquidation, signée par le producteur et la DDAF, (formulaire en annexe 2 de la présente circulaire) ;  
un RIB original ;  
le certificat des services de la protection des végétaux attestant de la destruction des pommes de terre ou plants contaminés ;

Pour la mesure complémentaire, le dossier devra être complété du rapport d'audit de l'exploitation et de la proposition d'intervention chiffrée par la DDAF. Ces éléments complémentaires, pourront être adressés dans un deuxième temps afin de permettre la réalisation de l'audit sans reporter le délai de versement de l'aide de base.

Chaque Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt concernée est chargée de centraliser les demandes qui devront parvenir à l'Oniflhor au plus tard le 30 novembre 2001.

## **V- CONTROLES**

Les pièces justificatives ayant servi au calcul des aides devront être conservées pendant trois ans à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et maintenues disponibles pour tout contrôle de l'ONIFLHOR et des autorités de tutelle.

Elles seront adressées à l'Oniflhor sur simple demande du Directeur de l'Oniflhor ou du Contrôleur d'Etat.

Le Ministre  
de l'Agriculture et de la Pêche

Jean GLAVANY

<b>Mesure ONIFLHOR d'aide au redémarrage des exploitations touchées par le foyer de <i>Ralstonia Solanacearum</i> 2000</b>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

L'ONIFLHOR est chargé de mettre en oeuvre d'une mesure destinée à venir en aide aux exploitants ayant subi un préjudice économique important suite à la contamination de leur production de pommes de terre ou de plants de pommes de terre par le parasite de quarantaine « *ralstonia Solanacearum* ».

Cette intervention est conditionnée à la réalisation d'un audit léger afin d'appréhender la situation de l'entreprise.

La réalisation de cet audit pourra être confiée à un organisme indépendant ou intervenant dans le secteur concerné.

L'audit a pour objectif de permettre à l'ONIFLHOR de déterminer la forme et l'assiette de son intervention, adaptées selon les particularités des situations présentées.

La trame générale ci-après proposée pourra être suivie pour réaliser l'audit. Elle n'est cependant pas exhaustive et pourra être complétée de tout élément susceptible de permettre une meilleure approche de la situation réelle de l'exploitation concernée.

<p style="text-align: center;"><b>PROPOSITION DE PLAN D'AUDIT</b></p> <p><b>I – Présentation de l'entreprise</b></p> <p><b>II – Description du préjudice consécutif à la contamination</b></p> <p><b>III – Situation au regard des indemnisations</b></p> <p><u>IV – Conséquences directes et induites de la contamination</u></p> <p><u>V – Plan de relance de l'exploitation</u></p> <p><b>VI – Annexes</b></p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## **I – Historique rapide de l'exploitation**

I1– Situation actuelle (Chiffre d'affaires, Emploi ...)

I.2 – Portefeuille d'activités : activités et productions principales et secondaires

I.3 – Organisation commerciale et circuits principaux de distribution

II – Description du préjudice causé par la contamination

II.1 – Destruction de la production récoltée ou en champ

II.2 – Surfaces soumises à des restrictions de culture ou de commercialisation

Les certificats établis par les services de la Protection des Végétaux constatant les destructions de produit et les contraintes de quarantaine seront joints au dossier.

III – Situation au regard des indemnisations

III.1 – Fonds de Garantie des Calamités Agricoles

Il sera indiqué si l'exploitant remplit les critères d'intervention du FNGCA et si possible le montant prévisible de l'aide qui lui serait versée à ce titre.

III. 2 – Indemnisation diverses

On précisera le montant des éventuelles indemnisations perçues ou à recevoir des collectivités locales, etc ...

***Comme pour le point II, les pièces utiles seront jointes au dossier (Montant des dommages pris en compte pour le calcul des diverses indemnisations ...)***

**IV – Conséquences directes et induites de la contamination**

IV.1 – Conséquences sur l'activité commerciale

*Sera notamment, décrite le déroulement de l'activité sur le dernier trimestre 2000 et le premier trimestre 2001 (Evolution comparée du chiffre d'affaires par rapport à la même période l'année précédente, volumes commercialisés ...)*

IV.2 – Conséquences économiques

IV.3 – Conséquences sociales

La description des conséquences devra être autant qualitative que quantitative. Les conséquences sur le plan de développement de l'entreprise seront également décrites.

Deux comptes d'exploitation prévisionnels devront être établis, l'un prévu avant découverte de la contamination, le second considérant la situation suite aux conséquences de la contamination.

Les comptes d'exploitation prévisionnels seront établis par l'expert comptable de l'entreprise ou un centre de gestion agréé et si possible « certifié » par un commissaire aux comptes.

Modèle de compte de résultat prévisionnel :

<b>2 tableaux (Avant et après sinistre)</b>	<b>Dernier Exercice clos</b>	<b>Exercice N</b>	<b>Exercice N + 1</b>	<b>Exercice N + 2</b>
<b>1. <u>CHIFFRE D'AFFAIRES</u></b>  Vente de végétaux produits Vente de végétaux achetés Autres produits  <b>TOTAL CA</b>				
<b>2. <u>APPROVISIONNEMENTS</u></b>  Achat fournitures de culture Achat végétaux finis Combustible Autres achats Variation de stock  <b>TOTAL Appros</b>				
<b>3. MARGE BRUTE = (1) – (2)</b>				
- Autres charges externes				
<b>= VALEUR AJOUTEE BRUTE</b>				
- Frais de personnel - Impôts et taxes + Subventions d'exploitations + Autres produits - Amortissements - Frais financiers				
<b>= RESULTAT D'EXPLOITATION</b>				
+ Produits exceptionnels				
- Charges exceptionnelles				
<b>= RESULTAT NET</b>				



### ***V –Plan de relance de l'exploitation***

*Dans ce chapitre seront exposées toutes les mesures envisagées par le producteur pour relancer son activité, tant en terme de production, d'organisation, d'emploi, etc.*

### ***VI- Annexes***

Outre les différentes pièces citées ci dessus, devront être annexés les bilans et comptes de résultats des trois derniers exercices clos.

DES FRUITS, DES LEGUMES ET  
DE L'HORTICULTURE  
(ONIFLHOR)

**DEMANDE D'AIDE**

MESURE DESTINEE A INDEMNISER LES PRODUCTEURS

TOUCHES PAR LE FOYER DE RALSTONIA SOLANACEARUM

Je soussigné(e),  
Nom.....Prénom.....  
Raison sociale (en cas de société).....  
Adresse du siège de l'exploitation.....  
.....,

sollicite le bénéfice de la mesure mise en place par l'ONIFLHOR destinée à indemniser les producteurs de pommes de terre ou de plants de pommes de terre dont une partie de la production a été détruite ou soumise à des restrictions de commercialisation suite à la contamination par la bactérie Ralstonia Solanacearum.

J'atteste sur l'honneur que les tonnages concernés sur mon exploitation sont les suivants :  
tonnage de pommes de terre détruit sous contrôle des services de la protection des végétaux :.....tonnes, dont .....tonnes issues de plants certifiés ;  
tonnage de plants de pommes de terre détruit sous contrôle des services de la protection de végétaux :.....tonnes,  
tonnage de plants de pommes de terre interdit à la vente en plant par les services de la protection de végétaux :.....tonnes,

Je joins au présent formulaire un RIB original de l'exploitation.

Fait à.....Le.....

**Signature du demandeur\***

**\* Signature de chacun des membres des GAEC, sociétés civiles, co-exploitants, représentant légal.**  
Signature des gérants pour les SA, SCEA et EARL.